

MASSSES

JUIN 1934

Mensuel N° 18

ABONNEMENTS

	France	Etranger
10 Numéros	9 fr.	13 fr.
20 Numéros	18 fr.	26 fr.

Le Numéro: **UN Franc**

SPORT-POLICE
GRAVURE DE HUYBRECHT.

LETTRE DE J. DORJOT A L'IN-
TERNATIONALE COMMUNISTE

LE CONGRES DU PARTI SOCIA-
LISTE, PAR TROIS MILITANTS.

DEUX ETAPES DE LA TRAHI-
SON PETITE-BOURGEOISE.

LES DUPERIES DU PLAN MAR-
QUET.

PSYCHOLOGIE DU FASCISME :
REGRESSION SOCIALE ET
VOYOUCRATIE.

UNE CONCEPTION REACTION-
NAIRE DE LA REVOLUTION.

L'ORIGINE DE LA FAMILLE ET
DE LA PROPRIETE PRIVEE.

JULES VALLES, REDACTEUR AU
« CRI DU PEUPLE ».

L'ECRIVAIN PROLETARIEN DE-
VANT L'ART D'ECRIRE.

PRIX DU DISQUE ET DISQUES
DE PRIX. — LES EXPOSITIONS.

DES MONTS CELESTES AUX
SABLES ROUGES.



40p 8258
Réponse de A. ROSSI
à notre enquête sur :

DICTATURE PROLETARIENNE ET DEMOCRATIE

DICTATURE PROLÉTARIENNE ET DEMOCRATIE

par A. ROSSI

1° La dictature du prolétariat, vous semble-t-elle incompatible avec l'existence d'une Démocratie effective ?

2° Quels sont les moyens qui vous paraissent propres à garantir réellement au prolétariat et à l'ensemble du peuple travailleur, le contrôle et la direction des affaires. Dans quelle mesure le système du parti unique vous paraît-il répondre à ce but ? Dans quelle mesure les soviets peuvent-ils en assurer la réalisation.

3° Comment doit s'effectuer selon vous l'éducation politique, l'affranchissement idéologique, le perfectionnement humain et moral de la masse sous la dictature du prolétariat ?

Un débat sur la dictature prolétarienne et sur la démocratie ne peut s'établir utilement, à mon avis, qu'en partant de la conception de la vie et de la société qui doit nous guider dans la marche au socialisme. Les déformations que l'idée de la dictature prolétarienne a subies dans la pratique bolchévique se ramènent à une conception de la société socialiste qui est restée, malgré tout, scholastique. On imagine un certain schéma de société « socialiste » (pouvoir fortement centralisé, industrialisation poussée à l'extrême limite et entraînant dans son tourbillon le « secteur rural », avance sur l'industrie lourde sur l'industrie légère, etc.) que la révolution prolétarienne devra réaliser. Ce schéma (celui-là ou un autre éventuel) fournit à la révolution son contenu, c'est le BUT auquel tout doit être subordonné comme MOYEN. Si vous demandez où en est le socialisme en U.R.S.S., on vous répondra que le « secteur collectivisé » a atteint X pour cent, et que le « secteur privé » en est réduit à Y pour cent ; on prend presque comme unité de mesure de la nouvelle société la tonne produite dans les usines d'Etat.

En somme, les « valeurs » qui caractérisent cette société « socialiste » sont surtout extérieures à l'homme, dans le sens qu'elles se placent comme des buts autonomes s'assujettissant l'homme en tant que moyen aussi bien sur le plan individuel que sur le plan collectif. Peu à peu il se produit une vraie inversion : une certaine mécanique sociale, qu'on considère comme la quintessence du socialisme, remplace cette « association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » ; que déjà le MANIFESTE indiquait comme l'aboutissant de la révolution prolétarienne.

Selon la conception marxiste, c'est-à-dire dialectique, la révolution n'est pas la réalisation d'un plan donné et préétabli dans tous ses détails d'une nouvelle organisation sociale. Elle est surtout un corps à corps engagé par la classe opprimée par excellence, le prolétariat, contre les forces brutes de l'évolution économique pour les maîtriser et se les subordonner. Et le caractère dialectique de cette lutte est dans ce fait qu'en modifiant les choses, les prolétaires se modifient eux-mêmes, et la révolution est précisément et surtout dans cette double modification. « DANS L'ACTIVITE REVOLUTIONNAIRE, comme Marx l'a admirablement dit, COINCIDENT ET VIENNENT A SE FONDRE LE CHANGEMENT DE SOI-MEME ET LE CHANGEMENT DES CIRCONSTANCES ». Et si l'on devait établir une échelle des valeurs, c'est le changement de soi-même qui, « en dernière instance », est décisif et qui mesure les progrès de la révolution. Le changement des choses, des « circonstances » n'est finalement que le moyen pour la création d'une société nouvelle. « Buts » et « moyens » sont dialectiquement liés entre eux (et c'est cela qui oppose le marxisme à toutes les métaphysiques), mais tout progrès réalisé dans les choses n'est que la condition nécessaire pour éliminer des entraves au développement humain, et pour lui offrir des possibilités et des ressources dont il ne disposait pas auparavant. La révolution est l'enrichissement continu de l'homme, non pas en fonction d'une « idée » platonicienne de l'homme, dont il s'agirait de multiplier les copies sur terre, mais par cette double transformation de nous-mêmes et des choses, que chaque génération poussera plus loin. Dans ce sens, la révolution est vraiment PERMANENTE.

Ainsi l'idée que le socialisme consiste dans l'abolition de la propriété privée, du profit, des entraves capitalistes à la production, etc., est unilatérale et, donc, fautive. Ce qui importe

au socialisme est autant la suppression de la propriété privée que la lutte active et consciente que les masses font pour arriver à cette suppression, et c'est par cette lutte qu'elles traduisent, généralisent et enracinent la nouvelle conception de la vie, dont la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange a rendu possible l'essor.

Déjà, au sein de la société bourgeoise la démocratie a pour le mouvement ouvrier cette signification, cette valeur dynamique. Marx et Engels ont maintes fois insisté sur la nécessité de conquérir et de défendre les libertés démocratiques, parce qu'elles créent le « terrain de lutte » sur lequel le prolétariat peut mieux s'organiser et se battre. Les notions de lutte, de combat, d'autonomie de la classe ouvrière sont étroitement associées à celle de démocratie dans la période pré-révolutionnaire ; elles continuent à l'être, sur un nouveau plan, une fois le pouvoir conquis. Marx et Engels parlent d'un certain degré de démocratie indispensable pour le déploiement de l'action ouvrière et socialiste dans la société actuelle ; ce même problème d'« atmosphère » se pose pour l'Etat de la Révolution.

Disons même que la « démocratie » est encore plus indispensable quand la classe ouvrière a pris le pouvoir. Auparavant, un certain nombre de problèmes étaient résolus, bien ou mal, par la bourgeoisie, qui avait la responsabilité du pouvoir et de la gestion sociale. Et cette bourgeoisie pouvait se passer, dans certaines limites, d'esprit d'initiative, puisqu'elle avait à sa disposition l'ensemble des rouages économiques et politiques doués d'un certain automatisme, continuant à fonctionner grâce à la force d'inertie. Mais avec l'avènement révolutionnaire, cet automatisme cesse en partie, peut même cesser entièrement, et les rouages se détraquent. Tous les problèmes se posent en même temps et exigent des solutions nouvelles. La Révolution ne peut se sauver et se consolider que grâce au déploiement d'un effort créateur presque illimité, exigeant le concours de toutes les forces populaires qui, sous le régime précédent ne participaient que faiblement à la vie collective. Il est absolument impossible de fixer à l'avance les étapes par lesquelles la Révolution doit passer : son histoire se présente comme un torrent impétueux qui rencontre à chaque instant des obstacles inattendus, et qui doit en même temps creuser son lit et assurer la distribution des eaux sur un sol crevassé et brûlant.

Pour cette tâche immense, il faut que toutes les énergies individuelles et collectives soient déchainées et mobilisées, que tous les ressorts soient tendus à l'extrême, que le potentiel de l'initiative révolutionnaire soit porté au plus haut degré. La « dictature du prolétariat » réalise les principes et les conditions de cette énergie. La « dictature du prolétariat » est l'organisation de la démocratie au service de la Révolution.

Quelles sont les formes d'organisation que devra prendre le nouveau pouvoir pour « garantir réellement au prolétariat et à l'ensemble du peuple travailleur le contrôle et la direction des affaires » ?

Je ne crois pas qu'on puisse répondre à cette question par un « plan » de constitution du nouvel Etat. Non pas que les questions constitutionnelles (suffrage universel ou limité, direct ou à plusieurs degrés ; base territoriale ou par lieu de travail ; vote secret ou public ; division ou unification des « pouvoirs » ; centralisme ou fédéralisme et autonomies locales ; rôle des syndicats et des conseils d'usine, etc.) soient sans importance. Loin de là. Mais elles ne peuvent être résolues que par rapport à un pays donné, et aux nécessités et aux possibilités de la Révolution dans ce pays. On pourrait aujourd'hui discuter d'une « réforme constitutionnelle » pour l'U.R.S.S., mais non dresser un statut-type valable pour n'importe quel Etat issu d'une révolution sociale.

Nous ne pouvons qu'indiquer certaines directives générales, dont l'application doit se faire sous l'angle de l'EMPIRISME REVOLUTIONNAIRE. Je crois qu'on peut affirmer que la structure du nouvel Etat doit être « soviétique », c'est-à-dire une République des Conseils des Travailleurs, de la base jusqu'au sommet. Cela ne préjuge point a priori le mot d'ordre éventuel d'une Assemblée constituante, ni même la création, à côté du réseau des Conseils, d'un organe élu à suffrage universel. Que seront-ils, ces Conseils, ces « Soviets » ? Rien ne

dit qu'ils doivent naître, se recruter et fonctionner comme dans la Russie de 1917-1918. Les formes de l'auto-gouvernement des masses populaires seront différentes pour chaque pays, suivant les mœurs politiques, les traditions révolutionnaires, etc. Dans l'Italie de 1919-1920, la forme spontanée et générale des « Soviets » se trouvait dans les « Camere del Lavoro » (1). En France, ce seraient peut-être les « Communes » qui joueraient le rôle des « Soviets » russes. Et en Angleterre il n'est pas exclu que le Parlement lui-même puisse, autrement recruté, devenir l'organe adéquat du nouveau pouvoir.

L'important, ce n'est pas que les « Conseils » prennent telle ou telle forme, aient telle ou telle structure, c'est QU'ILS VIVENT, QU'ILS FONCTIONNENT. Tout le reste est secondaire. Si ces organes restent en liaison étroite avec les masses populaires, font vraiment participer celles-ci à la vie collective et font faire à chaque travailleur son apprentissage de dirigeant de l'Etat, tous les détails d'organisation passent au deuxième plan. En Russie, théoriquement, l'Etat s'appuie sur le Parti, les Soviets, les Syndicats, les Conseils d'usine. Au fond, il ne s'agit pas tant de trouver de nouveaux organes que de faire fonctionner ceux qui existent. Aujourd'hui ces organes ne sont pas en U.R.S.S. des formes de l'auto-gouvernement des masses, mais des « moyens » par lesquels on gouverne les masses, on agit sur elles. Du point de vue « soviétique », il est certain qu'il n'existe en U.R.S.S. ni Parti com-

(1) Littéralement « Bourses du Travail », mais les « Camere del Lavoro » italiennes n'avaient presque rien de commun avec les « Bourses du Travail » françaises : elles étaient l'embryon d'un Soviet à base territoriale et locale.

DOCUMENTS

Lettre de J. Doriot à l'Internationale Communiste

Extraits de la lettre de J. D.
Emancipation 4, rue Suger, Saint-Denis

Dans un document que nous joignons en annexe nous montrons à quelles conditions la situation peut être normalisée et permettre l'examen objectif du problème de l'unité d'action. Voici le résumé de ces conditions :

1° Rectification de toutes les informations fausses parues dans la presse officielle du parti.

2° Ouverture de la discussion dans tout le parti en vue de préparer la conférence nationale reculée en automne ;

3° Reconnaissance publique des fautes commises : a) dans la tactique du front unique ; b) du 6 au 12 février ; c) à l'égard du rayon de Saint-Denis.

Si la direction du parti accepte ces conditions, il est possible de normaliser très rapidement la situation du parti. La lutte que nous avons dû engager publiquement nous a été imposée par la violation des règles élémentaires du centralisme démocratique qui conditionne l'existence même du parti. Pour que la lutte publique cesse, il suffit très simplement de rétablir un régime normal à l'intérieur du parti. Mais tant que ce régime normal n'est pas rétabli, tant que les membres du parti n'ont pas le droit de discuter librement les propositions qui leur sont faites, tant que ces propositions sont déformées, tant que la direction monopolise toutes les tribunes extérieures au parti, tant qu'elle expose à sa guise le point de vue de ceux qu'elle combat, il n'est pas possible d'accepter les propositions qui sont faites.

L'expérience du 6 au 12 a démontré péremptoirement que la direction du parti était incapable d'agir révolutionnairement et victorieusement contre le fascisme parce que sa tactique sectaire l'empêchait de réaliser dès le premier dan-

muniste, ni Soviets, ni Syndicats, ni Conseils d'usines, aucun de ces organes n'ayant le droit ou la possibilité de déterminer, par une poussée venant de l'intérieur, les directives, la « ligne générale » de l'Etat ouvrier. Les pouvoirs centraux peuvent tenir compte, bien entendu, des réactions qui arrivent parfois à se faire jour au sein des différents organismes, mais entre ces réactions et les décisions des pouvoirs centraux il n'y a aucun lien direct.

L'expérience russe, la seule dont nous disposons, permet, à mon avis, de tirer en tout cas quelques conclusions, que je résumerai ainsi :

1° Il faut éviter dans le régime de la nouvelle démocratie toute étatisation des syndicats. Cette étatisation, quelles que soient les justifications dont elle s'inspire, amène inévitablement la mort du syndicat en tant qu'organe « soviétique » ;

2° Les Conseils d'usines doivent rester, avec les Syndicats (dont ils pourraient peut-être constituer la base organique), les institutions par lesquelles s'opère la transformation de l'ouvrier de salarié en producteur ;

3° Le système du parti unique finit par user tous les rouages de la démocratie révolutionnaire. Faut-il laisser pleine liberté aux formations politiques quelles qu'elles soient ? J'avoue que je garde des doutes à ce sujet, puisque beaucoup dépendent aussi des situations concrètes, et que le salut de la Révolution reste « Suprema lex ». Mais un régime qui gagne vraiment les masses et garde avec elles la plus étroite liaison peut se permettre de laisser fonctionner, sous certaines conditions, les partis, et en tout cas les partis qui représentent des classes sociales (ouvriers, paysans, classes moyennes, etc.) ralliées au nouveau régime.

A. ROSSI.

de l'Internationale communiste. Je suis persuadé que cette consultation large et profonde du mouvement ouvrier français modifierait beaucoup les jugements dogmatiques qui sont portés sur notre mouvement dans de nombreuses résolutions du parti adoptées en accord avec vous.

Il faut se rendre compte que la grande crise économique et sociale que traverse le pays pourrait amener chaque jour à l'œuvre révolutionnaire des matériaux nouveaux si la direction de notre parti n'avait pas des œillères et un jugement étroit sur les événements actuels.

C'est seulement par ce procédé beaucoup plus fructueux que le voyage d'un ou de deux dirigeants du parti auprès de vous que vous pourriez dégager de grandes directives pour le travail révolutionnaire dans notre pays. Je suis persuadé que si vous y consentiez, la situation intérieure de notre parti vous apparaîtrait sous un tout autre jour. Vous ne classeriez plus alors les militants du parti français en fidèles soldats de l'Internationale Communiste ou en fonctionnaires désabusés par un trop long stage dans vos rangs. Au contraire, vous comprendriez que l'expérience acquise au service du parti et de l'Internationale ne se traduit pas obligatoirement par le vote unanime et sans réserves des résolutions que vous nous envoyez.

...Ce qui compte seul, c'est l'avenir des masses travailleuses de ce pays. C'est pourquoi, certains d'être en contact avec elles, d'en traduire le sentiment profond, les espérances, d'en défendre l'intérêt immédiat contre l'intérêt historique, nous continuerons à livrer le combat pour l'unité d'action, préface au grand rassemblement des forces ouvrières qui changera complètement la physionomie du pays.

Dans l'espoir que nos arguments vous feront revenir sur un jugement que je veux croire prématuré et hâtif, recevez chers Camarades, l'expression de mon salut fraternel et communiste.

Jacques DORIOT.

ger l'unité d'action de toute la classe ouvrière ; en outre, vous avez vu se dresser contre cette tactique erronée des masses importantes d'ouvriers, cependant vous ne voulez pas trancher le débat ni apprécier les divergences qui nous opposent. Vous approuvez en bloc la tactique de la direction incapable en condamnant séchement ceux qui, au moment du danger, ont demandé l'application d'une tactique que de gré ou de force la direction actuelle est obligée de subir sans en comprendre toute la nécessité et toute l'importance.

Importante proposition

...D'ailleurs, nous voulons continuer la discussion. Puisque votre télégramme rend l'hypothèse de mon voyage à Moscou absurde, je veux faire la proposition suivante : le Comité exécutif de l'Internationale constitue une commission internationale à Paris pour examiner la situation générale en France, les perspectives révolutionnaires du pays, le programme d'action capable d'entraîner les masses ouvrières, paysannes, petit-bourgeoises dans la lutte contre le grand capitalisme, les formes concrètes de réalisation de l'unité d'action.

Je pense que cette commission, chargée d'étudier ces points essentiels de l'évolution future du mouvement révolutionnaire de ce pays, pourrait consulter non seulement comme le fait le comité exécutif quelques rares militants du mouvement ouvrier français, et en général toujours les mêmes, invités à Moscou pour les circonstances, mais des centaines de militants, d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, de communistes, de socialistes, d'unitaires, de confédérés, d'inorganisés, qui tous aiment et admirent la révolution russe et ne comprennent pas toujours les mots d'ordre et la tactique

des tâches historiques qui se présentent à elle et le fera-t-elle à temps ? Saura-t-elle régénérer le vieux parti qui avait déjà fait peau neuve à Tours, faire de lui quelque chose de neuf et d'adapté

aux nécessités révolutionnaires nouvelles. Telle est la question qui se pose. L'avenir la tranchera. En tout cas, il faut bien se pénétrer de l'idée que la régénération socialiste n'est qu'un des aspects

d'un problème plus vaste : la régénération mutuelle des deux grands courants qui se disputent le mouvement ouvrier et celle du mouvement ouvrier lui-même. Un membre du parti socialiste.

A propos du Congrès de Toulouse

La motion adoptée à l'unanimité presque complète par le Congrès de Toulouse constitue un évident progrès sur celles des années précédentes. Est-ce à dire qu'elle n'ait rien gardé des défauts de ses devancières ? On serait bien empêché de l'affirmer. On se félicite sans doute de ne plus y voir évoquée, même aux fins de réfutation, l'hypothèse de la participation socialiste au pouvoir en régime bourgeois, et dans les limites de l'ordre et des privilèges capitalistes. On peut mesurer par là, et non sans satisfaction, le chemin parcouru par la S.F.I.O. Mais on a malheureusement l'impression, en lisant la motion de Toulouse, qu'après s'être débarrassé du réformisme sous sa forme la plus grossière, le parti socialiste a de la peine, non seulement à adopter, mais à concevoir clairement une ligne de conduite révolutionnaire.

Le trait dominant du Congrès de Toulouse a été en effet la confusion. Confusion dans la position des problèmes, puisqu'on a lutté autour d'épouvantails aussi mal définis que le « planisme » (?) ou le « néo-blancisme » (?); confusion dans les débats, où personne, à en juger du moins d'après le compte rendu du « Populaire », n'est vraiment parvenu, sur quelque problème que ce fût, à mettre en présence deux thèses claires, et à en choisir clairement une ; confusion des tendances, dont, et à la faveur d'un certain nombre de malentendus sur le plan ou sur l'insurrection, les limites n'étaient plus guère visibles au Congrès ; confusion enfin — et c'est le plus grave — dans la motion finalement adoptée.

S'il est en tout cas un problème que la motion de Toulouse n'a pas résolu, c'est celui de la validité du dilemme « fascisme ou socialisme ». A vrai dire, la question ne s'y trouve plus guère évoquée. La motion présentée par Mayéras au Congrès de la Fédération de la Seine, et qui avait la sympathie de Blum-Séverac-Lebas-Paul Faure, s'élevait en termes nets contre la rigidité du dilemme et contestait que toute perspective fût désormais fermée à la démocratie bourgeoise ! La question se pose d'ailleurs sur le terrain politique et économique : d'une part, est-il possible d'assigner encore des perspectives sérieuses de vie ou de développement à la démocratie à l'intérieur du régime bourgeois ? Et par ailleurs, puisque la démocratie bourgeoise est née et a vécu des réformes, peut-on espérer conserver longtemps encore, dans le cadre du régime bourgeois, les réformes déjà conquises, et en conquérir d'autres ?

Les orateurs de la tendance Blum, et Blum lui-même ont insisté au Congrès pour qu'on n'écarte pas de façon trop tranchante les possibilités de relèvement et de réforme du régime capitaliste, pour qu'on ne posât pas de façon trop brutale l'alternative fameuse « socialisme ou fascisme ».

Mais alors que signifient les articles innombrables où Paul Faure, enterrant à jamais l'ère des réformes, donne la parole au socialisme, où Blum lui-même, sonnant le glas des libertés bourgeoises, écrit que le socialisme est désormais la seule citadelle contre la dictature ?

REFORME OU REVOLUTION

S'il est vrai que la crise a ouvert l'agonie des réformes — quel aveugle le nierait encore dans l'état actuel du monde ? — et que toute prévision politique au delà de la dépression économique actuelle soit oiseuse, étant donné le déroulement catastrophique des événements, il faut avoir le courage, dicté d'ailleurs par la nécessité, de viser désormais par delà les réformes, et de mettre à l'ordre du jour la transformation du régime social tout entier. La motion de Toulouse ne le dit pas clairement, comme si, convaincue par la raison — et c'est déjà un grand mérite — de l'infirmité des réformes, la S.F.I.O. y restait encore attachée malgré elle d'habitudes et de sentiment. Il est en effet question, au début du texte voté, « d'apporter un prompt et efficace soulagement aux misères et aux angoisses qu'engendre la crise », de tirer de la doctrine socialiste « des effets d'apaisement et d'amendement à la crise présente », d'éviter le fascisme par de bienfaisantes réformes. Il est vrai qu'on apprend plus loin que les réformes en question sont... la socialisation du crédit, des assurances sociales et des grandes industries, autrement dit la révolution, ou à peu près. Quand on lit ensuite que ladite révolution n'a pas la moindre chance de se faire tant que le socialisme n'aura pas tout le pouvoir, on ne peut s'empêcher de penser à M. de la Palisse : Si cela va de soi, cela n'en ôte pas moins toute espèce de sens

aux affirmations réformistes du début. On a d'ailleurs l'impression que cette sorte de confusion n'a si bien été acceptée dans la motion que parce qu'elle a dominé le Congrès lui-même.

Une autre controverse, celle dite du « néo-blancisme », n'a pas non plus été tirée vraiment au clair. Paul Faure, dans son rapport, mettait en garde contre les dangers d'un insurrectionnalisme aveugle ; par ailleurs, avec Séverac et Lebas, il avait sans peine dénoncé la puérité de ceux qui auraient escompté prendre d'assaut l'Etat bourgeois avec quelques équipes de jeunes gardes plus ou moins armés.

Mais l'argument qui vaut pour l'Etat ne vaut plus pour les bandes fascistes ; nous devons tout faire, dans tous les domaines, pour ne pas laisser pencher du côté de ligues réactionnaires la balance des forces ; bientôt la distance sera telle, si elle ne l'est déjà entre les fascistes et nous que la défensive même, qui n'est pourtant qu'un pis-aller, pourra, si l'on n'y avise sérieusement, devenir intenable.

D'ailleurs, la discussion touchant les jeunes gardes n'est qu'un tout petit côté d'un problème plus vaste, posé en permanence dans un parti révolutionnaire, et qui exige une solution claire : celle des voies du pouvoir. Voies légales ? Voies insurrectionnelles ? La question est-elle si insignifiante qu'on puisse l'enterrer en se contentant d'un accord à la vérité dépourvu d'intérêt sur l'impuissance des jeunes gardes à renverser l'Etat bourgeois ? Car enfin cet Etat, tout menaçant, tout invincible qu'il soit aujourd'hui avec ses tanks, ses avions et ses gaz, devra bien un jour se trouver impuissant devant l'éruption populaire. Le nier, ce serait désespérer sans recours.

QUESTION DE FORCE...

Mais d'où viendra son impuissance ? D'un mouvement d'opinion ? D'une volonté électorale ? On a bien vu ce qui en était, il serait bon que les deux dates, si souvent citées de 1926 et 1932, ne le soient pas en vain ; on a vu ce que valait le sentiment populaire devant les moyens de pression de la classe dominante. Un succès triomphal d'un parti révolutionnaire aux élections poserait pour le lendemain — et plus probablement pour la veille ou l'avant-veille — la question de force. C'est donc bien la force qui fera la révolution prolétarienne, comme toutes les révolutions sociales du passé. En effet, la puissance, aujourd'hui invincible, de l'Etat n'est pas à l'abri des événements : que valait l'Etat monarchique français en 1789, l'Etat tsariste russe en 1917 ? Moins que quelques milliers d'hommes décidés, suivis, et capables de mener l'assaut. Les difficultés internes, crises, guerres, catastrophes, décompositions avaient, dans les deux cas, fait passer la débilité du corps social jusque dans l'Etat lui-même. De ce que l'Etat capitaliste a la vie si dure, il ne faut pas conclure qu'il soit à l'abri de tous les malheurs. Encore faut-il que les révolutionnaires soient décidés à combattre un jour et que la masse, amenée par la propagande à l'idée insurrectionnelle, les suive, au lieu de les abandonner aux risques de la répression, comme firent les ouvriers allemands pour les Spartakistes en 1918-19.

Les conclusions du débat écriqué sur le rôle des milices ou des jeunes gardes, les quelques lignes de la motion qui concernent la grève générale, suffisent-elles aux propagandistes socialistes pour voir clair dans l'avenir et ouvrir les yeux des ouvriers sur les nécessités que l'avenir pourra rendre pressantes ?

Faute de s'être clairement prononcée sur ces points, la motion de Toulouse, en dépit de sa supériorité de ton et de contenu sur les précédentes, demeure un guide imparfait.

C'est toujours la tâche d'un parti révolutionnaire d'établir un rapport correct entre les revendications transitoires, d'un caractère populaire, souvent naïf, et la poursuite du seul but réellement en rapport avec la situation. Le principal danger est aujourd'hui d'attendre des merveilles d'un monde décomposé, de poursuivre ou d'entretenir des chimères pendant que l'ennemi gagne du terrain. La principale tâche est de trouver le joint entre la logique réelle des choses et l'aspiration confuse des masses de gauche, dupées et mécontentes, mais indécisées ou réformistes dans leur grosse majorité. La motion de Toulouse, en distinguant si mal la réforme de la révolution, l'illusion et la réalité, l'agitation transitoire et l'objectif vrai, n'aide que très insuffisamment à cette tâche. P. B.

PSYCHOLOGIE DU FASCISME (FIN) Voir N° 14 de Masses

REGRESSION SOCIALE ET VOYOUCRATIE

L'idéal fasciste peut ainsi se définir comme une profonde régression dans tous les domaines. Les aspirations à une Société militaire supposent, pour que celle-ci deviennent une réalité, la destruction radicale des formes de production, des rapports humains et de la culture de notre temps ; disons en un mot, l'anéantissement de la civilisation. Certes le fascisme n'est pas le premier à préconiser un semblable régression, et, bien avant lui, les vieilles cliques réactionnaires extrémistes en France comme en Allemagne ont partagé ces idéaux. Mais ce qui le distingue des mouvements des doctrines antérieures, c'est la frénésie avec laquelle il se revendique de ces concepts et l'importance du recul qu'il envisage. Le Parti des hobereaux et des officiers allemands, le parti des Hugenberg, professe, lui aussi, des théories féroceement réactionnaires. Et pourtant, s'il avait tenu les rênes du pouvoir, il n'aurait pas commis la moitié des atrocités dont l'hitlérisme s'est rendu coupable. Ceci peut s'expliquer très simplement ; la réaction classique, si violente qu'elle soit, limite toujours ses ravages ; elle exprime les intérêts de couches aristocratiques auxquelles leur propriété, leur pouvoir économique et politique, leur formation culturelle enfin, confèrent une certaine stabilité. Ces classes ont une grande expérience politique ; raffinées dans leurs manières et imbues de l'esprit de caste, elles ont horreur de se commettre avec des éléments populaires et conservent jusque dans l'énoncé de leurs principes, une certaine mesure et une modération relative. Au fond, elles sont trop attachées aux formes sociales existantes, trop conservatrices pour ne pas craindre les débordements de la masse, quel que soit leur sens.

A l'inverse, la contre-révolution plébéienne se signale par son ton frénétique, ses attitudes déchaînées, par un véritable délire de destruction. Sa clientèle politique est formée d'une masse de petits bourgeois déclassés ou en voie de déclassement qui n'ont plus de bases solides dans la société et cherchent dans une régression illimitée, véritable fuite dans l'irréel, une issue à leur déchéance. L'explosion éfrénée de ces éléments, les auto-da-fés et les tortures, ce que l'on nomme encore la « Révolution Nationale » constituent l'essentiel de leur action « réalisatrice » ; condamnés par l'histoire à une mort certaine, coincés entre les deux grandes forces historiques du capitalisme et de la révolution socialiste qui signifient également leur perte, ils sont emprisonnés dans le carcan du désespoir, et retournent leur fureur contre la société elle-même. La révolution fasciste est avant tout anti-sociale, dirigée contre la civilisation qu'elle veut anéantir.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions, que tous ceux qui vivent en marge de la loi sociale, les aventuriers, les apaches et les maquereaux soient entraînés par le mouvement fasciste. Ils jouent un rôle considérable dans la « Révolution Nationale » on les trouve au sommet et à la base des organisations hitlériennes ; aventuriers de haut vol qui ne rêvent du pouvoir que pour se livrer à tous les débordements possibles ; assassins vulgaires dont la seule ambition est d'exercer le métier de gardes-chiourmes, afin de pouvoir commettre en toute sécurité les crimes les plus abominables. La philosophie de ce joli monde se résume exactement dans la formule : « Ote-toi de là que je m'y mette ». « Installons-nous dans le fauteuil du patron, fumons ses cigares et couchons avec sa dactylo », pensent les miliciens « Coq Rouge » et « Robinet d'Amour ». Hitler nous doit bien ça.

La frénésie sadique qui marque l'arrivée au pouvoir du fascisme s'explique en grande partie par la présence de ces éléments ; de tels rebuts d'humanité n'ont pour fonction que d'exterminer les marxistes, ce dont ils s'acquittent si bien que le pouvoir doit modérer leur ardeur. Les idées sociales se confondent chez eux avec la soif du carnage ; ils sont contre les puissants de la même façon qu'ils sont contre la justice ; foncièrement asociaux, ils profitent de la bonne occasion qui leur est offerte pour soulager d'un coup leur haine de la société. Dans une large mesure la vague de mécontentement qui suivit

les premières expériences du fascisme hitlérien est leur fait. Ils pensaient pouvoir renouveler éternellement leurs exploits, lorsque soudain, Hitler les fit rentrer à grands coups de fouet à la niche.

Un problème délicat pour le fascisme ; c'est de contenir ces irréguliers après les avoir utilisés au mieux de ses intérêts. Un peu de foin et quelques « délicatesses » au fond de la niche le résoudront. Dans les cadres de l'Administration, le bandit devient un pantoufflard ; il lui arrive bien quelque fois d'emporter la caisse, mais, ce détail mis à part, il trouve dans la fidélité au Führer et dans l'exercice impitoyable d'une autorité régulière, suffisamment de satisfaction pour se tenir tranquille.

Les remarques qui précèdent ont pour but d'établir la parenté profonde du fascisme et de la vieille réaction sur le plan psychologique et moral : même état d'esprit, mêmes attitudes, mêmes idéaux, mêmes répulsions. Elles laissent évidemment intact le problème économique et social du fascisme. Encore serait-il bien surprenant qu'une semblable identité humaine recouvre des systèmes sociaux fort différents. Tous les vieux thèmes, aussi pourris qu'invétérés de la Réaction bourgeoise : culte de l'autorité, religion de la privation, religion tout court se retrouvent chez les frénétiques héritiers de Bismarck et de M. Thiers. Ici comme là, le crétinisme familial et patriotique constituent le fonds nourricier de la faune anthropoïde qui, sous le nom d'élite, reçoit la charge des destinées de l'humanité.

Il faut ajouter que, si nous avons trouvé des différences entre la mentalité fasciste, et la vieille mentalité réactionnaire, elles sont tout à l'honneur de cette dernière. Trotsky a comparé, d'une façon très profonde et très frappante à la fois, le fascisme à un vomissement de barbarie mal digérée. Il faut, en effet, rendre grâce à la vieille réaction de la pudeur qui l'empêche de vomir devant le monde. Le visage lugubre de quelqu'un qui a quelque chose sur l'estomac et fait tout ce qu'il peut pour le garder est, relativement au débordement nauséabond de l'hitlérisme, un hommage à la civilisation.

Des considérations sur la psychologie fasciste n'ont vraiment tout leur sens que si, par contraste, elles jettent quelque lumière sur ce que doit être l'état d'esprit révolutionnaire. Nous pensons, en effet, que le spectacle du fascisme devrait éclairer à jamais les révolutionnaires sur le rôle profondément néfaste et régressif que joue, dans tous les cas, la mentalité militaire sous tous ses aspects : adoration du chef, volupté de la discipline ; plaisir véritable et incessant à anéantir l'individu, à le faire disparaître dans un organisme aveuglément manœuvré ; inquisition des gestes et des pensées. Il y a 60 ans, toute mise en garde dans ce domaine eût été superflue au sein du mouvement ouvrier. Des traditions fort lointaines, faisaient de l'indépendance de la haine de l'oppression et de l'autorité, les vertus congénitales du mouvement. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Sous diverses influences, dont celle du bolchevisme tel qu'il se présente aujourd'hui n'est pas la moindre ni la plus heureuse, il n'est question partout que d'insignes, d'uniformes, de saluts, de mimiques guerrières, etc... La difficulté en cette matière est évidemment d'accorder les nécessités de la lutte et les aspirations finales. Encore ne faut-il pas perdre de vue ces dernières, et bien se dire que leur oubli est, de toutes choses, la plus nuisible au succès.

De la même façon, les fascistes condamnent plus que jamais à nos yeux, en les prenant à leur compte, tous les enthousiasmes malsains qui, se nourrissant de l'ignorance et de la misère, les défient, et par suite perpétuent. On a quelquefois trop tendance dans le mouvement ouvrier actuel à idéaliser l'ouvrier fruste et ascète, au lieu de montrer en lui l'image déplorable d'une classe esclave que le mouvement tout entier a justement pour but d'affranchir, de faire parvenir aux jouissances, à la culture et à la vie.

Entre le fascisme et la Révolution, il y a plus qu'une divergence sociale et politique, il y a humainement — un abîme sans fond.

DELNY ET PAUL BENICHO.

UNE CONCEPTION RÉACTIONNAIRE DE LA " RÉVOLUTION "

MM. Aron et Dandieu ne sont pas seulement des critiques du marxisme théorique. Ils sont aussi, paraît-il, des révolutionnaires. Seulement, la révolution non marxiste dont ils envisagent la nécessité est bien entendu une révolution « en dehors des classes ». Ils affirment, en effet, que « la question révolutionnaire se pose désormais indépendamment des classes », et c'est aussi indépendamment des classes qu'ils prétendent la résoudre. La question révolutionnaire telle qu'ils l'envisagent se réduit aux résultats du progrès technique et le problème à résoudre est celui du chômage.

Faisant usage d'une terminologie qu'ils croient marxiste, ils découvrent que la loi d'airain du salaire a cessé de jouer depuis que les capitalistes ont substitué à la recherche de la plus-value absolue celle de la plus-value relative. Ce qui, traduit dans un langage plus simple, revient à dire que le salaire a cessé d'être ramené au minimum indispensable à l'ouvrier pour vivre et se reproduire (loi d'airain énoncée par Lassalle) depuis qu'aux longues journées de travail et aux bas salaires (recherche de la plus-value absolue) ont été substitués les effets du progrès technique : l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail (recherche de la plus-value relative).

Le résultat de cette évolution est seulement une diminution du nombre absolu des travailleurs évincés de plus en plus par le machinisme. Le chômage a été ainsi la rançon des journées de travail plus brèves et des salaires plus élevés. Les revendications ouvrières et l'action syndicale ont été, par suite, la cause principale du chômage. Et, à partir du moment où le chômage s'installe, l'action spécifique de la classe ouvrière perd toute espèce de sens et d'efficacité.

On retrouve ainsi, introduite à grand renfort de langage pseudo-marxiste, la conception sclérotée de M. Jacques Rueff sur le prétendu rapport entre le chômage et le coût trop élevé de la main-d'œuvre.

Le malheur pour MM. Aron et Dandieu c'est, d'abord, que la loi d'airain du salaire n'a jamais fait partie de la doctrine marxiste, ce qu'ils paraissent ignorer. La formulation vague et démagogique d'une loi d'airain du salaire, qui l'empêcherait de s'élever au-dessus du strict minimum indispensable au travailleur pour vivre et se reproduire est due à Lassalle et elle a été combattue par Marx. Le minimum indispensable ne représente pas, en effet, une limite fixe, mais une donnée variable avec les conditions géographiques et historiques, les traditions, le degré de développement de la lutte de classes et de la productivité du travail. La loi d'airain des salaires n'a jamais pu cesser de jouer à partir d'un moment donné, pour la bonne raison qu'elle n'a jamais existé, pas plus dans la réalité que dans l'esprit de Marx.

Il en est de même de la substitution de la plus-value relative à la plus-value absolue. La distinction établie par Marx entre la plus-value absolue et la plus-value relative est une distinction purement théorique, nécessaire à la marche de l'analyse, mais non une distinction réelle. Tout excédent de la valeur produite par l'ouvrier sur celle que son salaire lui permet de consommer est en effet relatif à un certain degré de développement de la productivité et de l'intensité du travail, à certaines conditions techniques et naturelles. Il n'y a de plus-value que relative et le propre du capitalisme, depuis qu'il existe, est de développer le progrès technique sous la pression de la lutte ouvrière.

Le chômage est-il, en régime capitaliste, la conséquence directe du progrès technique ? C'est ce dont les faits permettent de douter. Le progrès technique entraîne en conséquence une diminution relative du nombre de travailleurs par rapport à la machinerie utilisée. Il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il entraîne une diminution absolue du nombre des travailleurs occupés. En règle générale, le nombre des travailleurs occupés a grandi, au contraire, avec le progrès technique, tant que le capitalisme a été sur sa courbe ascendante.

Le chômage, qui atteint les machines aussi bien que les hommes, est le fait du resserrement des marchés. Le progrès technique n'a sur lui qu'une action indirecte.

Si MM. Aron et Dandieu voulaient analyser ce phénomène du resserrement des marchés, ils verraient que le problème révolutionnaire se pose bien en fonction des classes et d'un système de répartition antagoniste entre la consommation et l'accumulation, mais ils préfèrent le laisser dans l'ombre.

Leur dernier argument, assez pitoyable, consiste à dire que la question révolutionnaire se pose désormais en dehors des classes parce que la crise de déchéance du système atteint aussi bien les capitalistes que les prolétaires, et que la tyrannie n'est plus celle des hommes, mais celle d'un système aveugle et impersonnel qui opprime les uns aussi bien que les autres.

Marx n'a pourtant jamais prétendu que les crises et la misère des travailleurs aient été, à un moment quelconque, le résultat de la méchanceté personnelle des capitalistes et il les a toujours attribués aux lois du système. Il n'a jamais nié non plus qu'un homme honnête intellectuellement et moralement pût devenir révolutionnaire, tout en sortant de la classe bourgeoise, mais, bien entendu, à condition de rompre avec elle et de se ranger aux côtés des exploités.

Le pitoyable sophisme de MM. Aron et Dandieu consiste à prétendre qu'on pût supprimer le système capitaliste en conservant la différence des classes, comme si le problème était purement d'ordre technique et non d'ordre social.

C'est ainsi qu'ils envisagent une révolution respectueuse de l'existence des clans, de la propriété privée des moyens de production et des poteaux frontières.

La révolution consistera d'abord à instituer la corporation professionnelle décentralisée, sur la base de la région et dotée de son organe de crédit autonome. En d'autres termes, son premier acte sera de supprimer l'organisation indépendante de la classe ouvrière : le syndicat, pour y substituer un organisme mixte où la prépondérance appartiendra nécessairement au patronat, disposant des moyens de production et des connaissances techniques.

Nous passons sur l'utopie de l'organisme de crédit autonome et sur la conception barbare et régressive d'une branche de la production réduite aux seules ressources de sa propre accumulation, quelle que soit son importance dans le système de l'économie sociale.

En second lieu, et c'est ici la grande trouvaille, on instituera le service civil de travail obligatoire, qui répartira le travail non qualifié sur l'ensemble de la population valide. De cette façon, la condition prolétarienne sera abolie sans que la différence entre les propriétaires de moyens de production et les propriétaires de leur seule force de travail ait cessé d'exister ! Sous prétexte de lutter contre le chômage, constituer une armée du travail dans le cadre des institutions capitalistes ! On sait qui s'est moqué de la classe ouvrière de cette façon.

Le service civil de travail, qui prend toute sa signification dans une société socialiste sans classes, ne peut être, tant qu'existent les classes, qu'une arme contre les travailleurs aux mains des employeurs. En tant que remède actuel au chômage et opposé à la revendication ouvrière de la semaine de quarante heures sans diminution de salaires, il prend le caractère d'une plaisanterie assez sinistre.

Malgré cette brillante synthèse du corporatisme mussolinien avec le service civil hitlérien, nos deux « révolutionnaires » se défendent d'être fascistes. Leur alibi, c'est leur conception fédéraliste de la société opposée au centralisme étatique.

Il suffit de constater que ce fédéralisme représente l'apport de la doctrine de l'« Action Française » dans cette synthèse « révolutionnaire » pour être édifié. Et il suffit aussi de réfléchir un peu pour comprendre que la décentralisation fédéraliste présentée comme une revendication de caractère libérateur, ou même libertaire, est une duperie. La décentralisation, c'est-à-dire le rattachement de chaque individu à des groupes étroits et limités qui rétrécissent son horizon et qui accroissent sa dépendance, est le plus beau système d'oppression que l'on puisse rêver. Elle a nécessairement comme conséquence l'existence d'un pouvoir coordinateur incontrôlé (c'est ce que représente le roi pour l'A. F.).

En ce sens, la décentralisation n'est pas une arme de la société, mais au contraire une arme de l'Etat contre la société. Elle est la meilleure garantie que l'on puisse souhaiter du maintien d'un pouvoir de l'Etat extérieur à la société.

Nous voyons maintenant quelle est « la révolution » que MM. Aron et Dandieu ont jugée nécessaire. Et il apparaît clairement que, n'étant pas la révolution de la classe ouvrière pour l'expropriation des expropriateurs, elle n'est rien d'autre que la « révolution » des possédants pour anéantir les réformes et les libertés conquises par la classe ouvrière, c'est-à-dire le fascisme.

A. PATRI.